



Daniel Faisantieu

Le Syndrome de Kretschmer

Daniel Faisantieu

Le Syndrome de
Kretschmer

© Daniel Faisantieu, 2020

ISBN numérique : 979-10-262-5116-3

Librinova”

Courriel : contact@librinova.com

Internet : www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.



ROMAN

« C'est la nuit qu'il est beau de croire à la lumière »

Edmond Rostand

« N'allez pas là où le chemin peut mener. Allez là où il n'y a pas de chemin et laissez une trace »

Ralph Waldo Emerson

CHAPITRE 1

Nuit

Le milicien fit à nouveau le tour de la voiture et jeta un dernier regard soupçonneux sur les papiers qu'il tenait en main. Il les tendit lentement au conducteur, en le fixant intensément, comme pour signifier qu'il pouvait à tout moment retenir son geste. La barrière se leva, actionnée par un autre vigilant, et Gorka put franchir la chicane de chevaux de frise, non sans remarquer les fusils de chasse braqués dans sa direction. La Révolution populaire ne possédait plus les moyens d'entretenir correctement sa police et son armée et, en bien des régions de France, l'ordre des miliciens, les Vigilants, assurait une part importante du contrôle des axes routiers sensibles et des frontières. La RD 932, de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de Port, faisait partie de la catégorie des voies particulièrement surveillées, car jamais éloignée de l'Espagne, ce pays honni, qui avait rompu les ponts avec le nouveau pouvoir.

Quittant le poste de contrôle volant, en contrebas des jardins de la Villa Arnaga de Cambo¹, il poursuivit vers le sud, dans la vallée de la Nive, pour rejoindre sa maison de Bidarray, avec une brève pensée pour Edmond Rostand et l'esprit français, aujourd'hui bafoué. Gorka Labat avait toujours aimé ce moment où, à partir d'Ixassou, il jouissait de l'impression de pénétrer dans la montagne, de quitter la côte et ses frivolités et de retrouver une nature dépouillée d'artifice. Sa vieille maison du 18^e siècle surplombait la Nive de près de cinquante mètres et offrait vers l'Est une vue époustouflante sur le mont Baïgoura. Il séjournait encore de temps à autre sur son balcon, surtout à l'aube, quand la lumière enflammait les nuages et sculptait progressivement les formes des versants sortant de l'ombre. Mais depuis quelques temps, sa joie l'avait quitté et même le chuintement de la rivière qui montait à lui ne parvenait plus à le combler. Il n'arrivait plus à se défaire de cette angoisse qui sourdait de chaque instant, de chaque geste de son quotidien. Une crainte diffuse et lancinante l'assaillait dès son réveil et seule l'absorption dans des gestes mécaniques auxquels il s'astreignait, arrivait à le distraire un instant. Quand bien même parvenait-il à sourire, les humiliations au passage d'un barrage routier, la nouvelle d'une

arrestation, ou encore les plus sombres rumeurs de disparitions courant sous le manteau, le ramenaient bientôt dans un état de tenace abattement. La nuit recouvrait les hommes comme les paysages, minant les assises des relations entre les personnes et ternissant les éclats naturels. Tout devait se réapprendre après de longues années de liberté de penser, d'agir et de croire : la soumission, le silence, l'insignifiance des propos.

L'impensable s'était produit. Un jeune président, arrivant trop tard dans un des derniers pays résistant à la tornade populiste mondiale, avait été balayé par un mouvement de rue spontané. Les acteurs de ce mouvement arboraient un bonnet bleu en signe d'appartenance. Les réseaux prétendument sociaux, en libérant les paroles sous couvert d'anonymat, y compris les plus abjectes et mensongères, avaient largement nourri le soulèvement. À de très justifiées revendications concernant le pouvoir d'achat et le manque de considération de la classe politique, s'étaient mêlés des éléments d'un catalogue contradictoire et changeant, associant refus de l'impôt et augmentation des services publics. Sur un fond de violence débridée s'y étaient ajoutés, besoin d'état et révocation de ses représentants, expression revendiquée et refus de représentation. Chaque jour apportait sa pierre dans un concours d'inventivité déshinibée. Une certaine presse, tout aussi vomie par les manifestants que ne l'était le personnel politique, multipliait les micros-trottoirs sans contradicteurs et relayait les affirmations les plus délirantes, lesquelles se trouvaient instantanément « likées » par des milliers de « followers » et prises pour vérités du nouvel évangile.

Les Bonnets bleus rejetaient tout : partis politiques, élus, syndicats, institutions, presse et quelque organisme que ce soit représentant le moindre une autorité républicaine ou intellectuelle, tous participants présumés au grand complot anti-peuple. Le soupçon haineux et une défiance violente constituaient les pivots du discours ambiant et ne facilitaient en rien la construction d'une solution. Quiconque ne portait pas un bonnet bleu était suspect, de même que les diplômés, les supposés riches, les penseurs et autres ennemis du peuple. D'ailleurs, la question ne souffrait pas la controverse : les Bonnets bleus et leurs sympathisants formaient LE peuple en son exclusive totalité.

Le mouvement se nourrissait de rumeurs, recevait avec méfiance tout geste en sa direction, faisait preuve d'une susceptibilité épidermique et prospérait dans un entre-soi d'autant plus délétère que n'y fleurissait pas la contestation. Gorka, qui s'intéressait à la psychiatrie, avait identifié cet état comme proche du syndrome de Kretschmer, cette paranoïa sensitive dont les sujets, considérant que le monde entier est leur ennemi, se repaissent de défiance et de victimisation. Mais il apprit plus tard que ceux sujets à ce mal ne franchissaient que rarement le stade de la violence extériorisée, ce qui donna une certaine limite à sa comparaison. En effet, des extrêmes infiltrés parmi les contestataires, provoquèrent des émeutes, ravageant Paris et plusieurs villes de province, tout en laissant quelques morts sur le carreau. Il y eut jusqu'à la tranquille Bordeaux pour voir des symboles de la République partir en fumées ou jetés dans le fleuve, le tout avec le soutien appuyé d'une population espérant tirer profit de l'insurrection. La révolte, ayant échoué à produire un élan de solidarité collectif et ordonné, n'avait abouti qu'à l'expression d'un nihilisme rageur.

Les élections qui s'ensuivirent, portèrent aisément au pouvoir un certain Marin Lajoie, fils d'un extrémiste historique du paysage politique français. Ce dernier s'était confiné dans des provocations racistes lui valant le rang de star des prétoires, à une époque où l'incitation à la haine raciale constituait encore un délit majeur aux yeux de l'opinion. Son fils, infiniment plus tacticien, avait su profiter, au sein du mouvement des bonnets bleus, de la présence d'individus se prétendant apolitiques, mais dont les pages numériques, parfois trop tardivement effacées, montraient de claires références aux discours anti-immigration, au rejet de l'Europe et des élites, ainsi qu'aux thèses complotistes.

Cette nouvelle démocratie des routes bloquées et des pétitions aux signatures extorquées – vous signez et vous pouvez continuer votre route – fut incapable de s'organiser et d'articuler un corpus de revendications homogènes. Elle ne mit alors qu'un peu plus d'une année pour s'abandonner à l'extrême droite structurée de Marin Lajoie, qui vit ainsi sa tactique consacrée. Quant à une certaine gauche française, toujours en retard d'une lucidité et fantasmant sa vision sacralisée du peuple souverain, au point d'avoir mendié l'appui du mouvement, elle comprit enfin, mais trop tard, que la Marianne des barricades n'était définitivement plus rouge, mais vêtue de brun. Ayant une nouvelle fois

servi de marchepied à ce qu'elle prétendait combattre, elle fut ainsi renvoyée aux voluptueux délices de ses déchirements historiques sur le thème du « à qui la faute ? », dont s'excluaient toutes formes d'autocritique.

Dans les premiers mois du nouveau couple exécutif et législatif, l'euphorie gagna, bien au-delà des Bonnets bleus, tous ceux dont les revenus ne faisaient que lentement progresser, voire stagner depuis des décennies. La nouvelle Chambre, amplement pourvue en députés du Renouveau National, auxquels venaient s'adjoindre incidemment certains députés de la droite historique et de la gauche extrême, votait sans discontinuer des abrogations de taxes, des réductions d'impôts et des augmentations de minima sociaux. Ils approuvèrent aussi des lois anti-immigration, engagèrent le processus de renégociation des traités de l'Union européenne, instaurèrent des dispositifs commerciaux protectionnistes, lancèrent la construction en urgence de nouvelles prisons et remirent sur la table la question de la peine de mort, approuvés qu'ils furent sur ce point par une large majorité de l'opinion. Et comme meilleur instrument de sa politique, Marin Lajoie fit approuver dans la liesse populaire le principe du référendum d'initiative démocratique, par lequel tout pouvait être remis en cause ou proposé, surtout si cela coïncidait avec les objectifs présidentiels.

Justice et fermeté, tel était le slogan sur lequel Marin Lajoie avait bâti sa campagne éclair : justice pour le travailleur et le retraité blancs, confrontés aux difficultés de fins de mois ; fermeté pour les « profiteurs ». Le nouveau président désignait ainsi un vaste ensemble incluant le bénéficiaire des aides sociales dans les banlieues, ainsi que le travailleur étranger, en passant par les islamo-gauchistes censés peupler les administrations publiques et les organes de presse nationaux.

Le 14 juillet de cette année-là fut l'occasion d'une grande fête populaire, où les Bonnets bleus avaient une nouvelle fois sorti leurs couvre-chefs et crié d'enthousiasme à leur victoire. Certes, de ces foules jaillirent des slogans de haine et de mort à l'égard des métèques, des bougnoules, des roms, des pédés, des négros et des youpins, mais Marin Lajoie assura qu'il ne s'agissait là que d'actes isolés, qu'il ne cautionnait évidemment pas. Il en profita pour annoncer

de profondes réformes prochaines de la justice et du maintien de l'ordre. Justement, il avait choisi pour ministre de l'intérieur, avec rang de ministre d'état, un ancien général de l'armée de terre qui avait théorisé les paramètres de la notion de « chef » de sorte, qu'à part lui-même, personne ne pouvait y satisfaire. Le premier ministre, M. Duton-Geignant, touchait enfin la récompense de son parcours exemplaire, et M. Eric Semoule portait dans une joie extatique la charge de ministre de l'éducation et de l'information réunies. Quant au ministère de la famille, il était tenu par l'ex-présidente de la Manif Universelle, laquelle avait déjà engagé des consultations de juristes amis pour la remise en cause du droit au mariage pour tous, avec l'approbation jubilatoire de la Sainte Eglise.

Autre nomination remarquable : celle du président du CHNF (Cartouche Hameçon Nature et Folklore) qui accéda au rang de ministre de l'écologie, sa première déclaration étant de pointer l'analogie de son point de vue avec celui des Etats Unis sur l'inanité de la thèse du réchauffement climatique. Enfin, le ministère des affaires étrangères récompensait le pittoresque M. Mariachi, lequel, le jour même de sa nomination, s'envola pour Moscou en quête de quelques subsides. Hélas, la Russie se trouvait plongée dans une situation économique bien délicate et, à défaut de contrats de milliards de roubles, le ministre rapporta quelques bons conseils pour tenir un pays par sa police et son service de sécurité intérieure.

Comme en 1983 avec le tournant de la rigueur, il ne fallut même pas deux ans pour déchanter. Les cessations d'entreprises se multiplièrent, les capitaux s'enfuirent, la consommation chuta et le pays dut emprunter à tour de bras sur les places financières, à des taux d'intérêt triplés. Les salaires de la fonction publique (hors police et armée) commencèrent à être versés avec retard. Les chiffres du chômage n'étaient plus annoncés, au prétexte d'une refonte du système de comptabilisation, laquelle tardait à voir le jour. Les agriculteurs, dont certains avaient soutenu le mouvement initial, avec force pétards incendiaires, furent sollicités pour fournir des denrées alimentaires à bas prix aux Restos du Renouveau, totalement débordés.